Document generated on 07/17/2025 2:56 p.m.

Bulletin d'histoire politique

Sur la crise écologique et sociale actuelle

Christian Adam

Volume 17, Number 1, Fall 2008

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1056062ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1056062ar

See table of contents

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Adam, C. (2008). Review of [Sur la crise écologique et sociale actuelle]. *Bulletin d'histoire politique*, *17*(1), 277–281. https://doi.org/10.7202/1056062ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Chronique : Essais européens
Sur la crise écologique et sociale actuelle

CHRISTIAN ADAM
Chercheur en philosophie

PACCALET, Yves, *Sortie de secours (les solutions pour sauver l'humanité)*, éditions « J'ai Lu », 2007.
KEMPF, Hervé, *Comment les riches détruisent la planète*, éditions du Seuil, 2007.

Il suffit de promener un regard désabusé sur le paysage planétaire d'aujourd'hui pour se rendre compte que nous vivons à l'ère de la *gravité durable*. Les points de rupture achèvent d'être consommés sur tous les plans, et les seuils critiques semblent avoir été atteints dans la plupart des domaines ou sont sur le point de l'être (par exemple le pic de Hubbert pour le pétrole). Sur le plan environnemental d'abord, la crise écologique est carrément devenue insoutenable : les ressources naturelles se raréfient à une vitesse préoccupante ; le déchaînement des cataclysmes de plus en plus fréquents sèment une inquiétude croissante ; la biodiversité en péril fait dire aux uns et aux autres que nous approchons de ce qu'il est désormais convenu d'appeler « la sixième extinction » ; le réchauffement climatique accélère ses retombées non négligeables sur l'équilibre écosystémique ; bref, notre « empreinte écologique » encombrante a profondément défiguré la physionomie de la planète. Sur le plan social, le constat n'est pas plus reluisant : la disparité des revenus entre riches et pauvres, en creusant un abîme d'inégalités entre les deux classes, s'accroît scandaleusement à un point tel que les prétendues lois d'airain du marché, revêtant des allures d'*évidence* et de *nécessité*, font croire à un processus aveugle sans sujet, induisant par là même un certain fatalisme dans les mentalités. Pierre Bourdieu croyait que la « violence symbolique »[1] du capitalisme a ceci de pernicieux que le néolibéralisme qui le fonde politiquement « se présente sous les dehors de *l'inévitabilité* »[2]. D'autre part, nous savons que l'idéologie progressiste de la « croissance » prônée hypocritement par les chantres de la

mondialisation, sous prétexte que cette croissance finirait par combler l'écart entre « dominants » et « dominés », ne profite en réalité qu'aux plus nantis, reléguant ainsi les plus défavorisés dans les marges de l'Histoire, et les confinant à l'impuissance politique. Par ailleurs, dans l'état actuel des choses, tout se passe comme si la crise écologique et la crise sociale étaient indépendantes l'une de l'autre, comme si l'incidence effective de l'une sur l'autre n'avait pas encore été clairement appréhendée par les consciences. Pour l'instant, il est évident que c'est le paradigme économiste qui prévaut à l'échelle planétaire comme volonté et comme représentation. Mais dans la mesure où tout se comprend par référence à sa grille économique de la réalité, l'on comprend aisément pourquoi, comme l'écrit encore Bourdieu, « le programme néo-libéral tend globalement à favoriser la coupure entre l'économie et les réalités sociales »[3].

C'est le mérite de deux pamphlets récents[4] de montrer que les deux crises en question, sociale et écologique, sont au contraire interreliées, que l'on ne peut penser l'une sans renvoyer à l'autre, et que c'est en pointant l'ampleur des désastres qu'elles impliquent qu'il y aura espoir qu'un virage politique en faveur de l'écologique *et* du social s'amorce de manière authentique.

Le premier livre dont il s'agit est celui d'Yves Paccalet, intitulé *Sortie de secours* (2007), dans lequel l'auteur tente de dépister au préalable la maladie dont souffre notre civilisation pour ensuite envisager (comme l'indique le sous-titre du livre) quelques « solutions pour sauver l'humanité ». Paccalet dresse d'abord un diagnostic sans concessions du fléau qui nous ronge et qui nous entraîne aujourd'hui plus que jamais dans une fuite en avant avec les dérives consuméristes que l'on connaît. La critique que l'auteur formule est loin d'être inédite bien sûr, et le procès de la société de consommation entrepris ici n'est qu'une reprise de vieux griefs périodiquement adressés à l'aliénation et à la spirale matérialistes dans lesquelles s'enlisent de plus en plus nos sociétés. Mais la diatribe rééditée dans cet essai se fait plutôt sur le mode de l'agacement et de l'exaspération, où l'on entend l'ancien soixante-huitard qu'est Paccalet s'en prendre au « virus de la vulgarité » (p. 66) inoculé par « les cent mille produits de l'industrie qui nous crétinisent, [...] débilitent notre volonté et liquéfient notre morale » (p. 66). Paccalet déplore en écologiste l'extension croissante du domaine du néolibéralisme, relayé par un discours idéologique qui « nous rebat les oreilles avec les notions de croissance et de progrès » (p. 70). Cette croissance, s'exclame-t-il, est « une défécation collective qui transforme la Terre en un monstrueux tas de fumier » (p. 90). Comment sortir alors de la « crise durable » ? Paccalet propose d'abord qu'à la débauche consumériste effrénée l'on oppose une « philosophie du peu », qui s'enracinerait dans une redéfinition et une réorientation de nos passions

égoïstes, le vrai bonheur résidant, selon lui, « dans l'absence de nouveaux besoins » (p. 74). Ensuite, contre le délire productiviste, qui ne cesse d'aggraver l'équilibre écologique de la planète, il faut faire place à une « décroissance enchantée », administrer un processus de « liposuccion » (p. 97) à nos sociétés obèses qui devront à l'avenir promouvoir pour leur propre maintien une véritable « régression durable » (p. 112), autrement dit une croissance zéro. Finalement, la survie de notre planète ne sera assurée qu'à condition que soit institué ce que Paccalet nomme « les États-Unis du monde », c'est-à-dire l'utopie d'un gouvernement mondial, enfin devenu réalité, qui fasse office de force internationale capable de faire respecter les décisions collectives en plus de veiller à la préservation de la diversité culturelle, et au respect de l'environnement. Pour ce faire, il s'agit au premier chef de se mobiliser pour que tombe le règne des inégalités sociales en imposant des mesures draconiennes et intransigeantes, mais surtout pour que le spectacle des « nantis [étalant] leur luxe avec une vanité obscène » (p. 92) suscite l'indignation générale.

Nous vivons sous la dictée d'une *doxa* insidieuse qui nous incite à nous vautrer dans la surconsommation et dans la dépense à tous crins qui seraient synonymes, à en croire le modèle dominant, d'une qualité de vie supérieure. Cette image de consommation *ostentatoire*[5] nous est offerte en spectacle par la classe qui tient le haut du pavé sur le plan médiatique et économique, c'est-à-dire par la classe *oligarchique*. C'est en tout cas l'ambition du livre d'Hervé Kempf, titré *Comment les riches détruisent la planète* (2007), véritable mine d'informations faisant le point sur la disjonction entre la crise sociale et la crise écologique, que d'illustrer avec d'éloquents exemples à l'appui l'idée selon laquelle la croissance matérielle de cette classe accroît la dégradation environnementale. Le journaliste pointe du doigt le rôle de l'oligarchie prédatrice dans l'exacerbation de cette double crise, *écologique* par le dépérissement de l'état de la planète, et *sociale* par l'amplification de l'injustice à l'échelle mondiale. Cependant, face à ce modèle hégémonique, « on ne pourra pas, écrit Kempf, diminuer la consommation matérielle globale si les puissants ne sont pas abaissés et si l'inégalité n'est pas combattue » (p. 10). Non seulement le comportement somptuaire des classes dirigeantes conduit à l'approfondissement de ces deux crises concomitantes, mais à l'imposition d'une idéologie qui s'entête à nous seriner que la solution à la crise sociale doit passer par la croissance de la production. Kempf s'élève contre ce mantra idéologique de la croissance qui n'est selon lui que la légitimation voilée des intérêts qui sont en jeu dans le *statu quo*, avant de plaider, à la suite de Paccalet, pour une « décroissance matérielle » (p. 90), en quoi les deux auteurs convergent sur les solutions. Une chose est sûre par contre, c'est que si des efforts collectifs ne sont pas déployés pour enrayer les deux crises qui nous affectent, les catastrophes sociales et écologiques continueront à s'étendre avec une envergure

jamais rencontrée jusque-là par l'humanité, et l'on comprendra alors que cela était dû à un système en grande partie « piloté par une couche dominante qui n'a plus aujourd'hui d'autre ressort que l'avidité, d'autre idéal que le conservatisme, d'autre rêve que la technologie » (p. 9). Par conséquent, ce qu'il faut d'urgence, c'est de remettre les pendules à l'heure pour qu'une certaine volonté démocratique réaffirme le droit critique qui lui est consubstantiel, et qui lui permettrait de subvertir l'ordre établi. Seulement alors, écrit Kempf, « la démocratie devient antinomique avec les buts recherchés par l'oligarchie : elle favorise la contestation des privilèges indus, elle alimente la remise en cause des pouvoirs illégitimes, elle pousse à l'examen rationnel des décisions » (p. 110-111). Pour cela, le masque justificateur sous lequel se déguisent les classes dominantes sous le couvert de ce que Bourdieu appelle une « sociodicée » triomphante, reposant sur un néodarwinisme social indomptable à base de capitalisme sauvage, doit être arraché de gré ou de force pour être montré sous son vrai jour : à savoir une *création* politique, et non une *nécessité* historique, comme l'avaient cru les prophètes de la fin de l'Histoire. Comme si le mouvement de cette Histoire, propulsé toujours vers l'avant avec les méfaits latéraux que l'on connaît, s'effectuait sans agents qui en seraient responsables, et comme s'il devait absolument culminer dans les débordements insoutenables du néolibéralisme actuel. Loin que celui-ci soit *essentiellement* inscrit dans la nature humaine comme voudraient nous le faire croire les partisans du néolibéralisme au moyen d'une rhétorique perverse et autolégitimatrice, un regard un tant soit peu critique ne manquerait pas, au contraire, de nous révéler l'ordre *contingent* qui sous-tend ce régime, contre lequel il faut se battre et « travailler à inventer et à construire un ordre social qui n'aurait pas pour seule loi la recherche de l'intérêt égoïste et la passion individuelle du profit » (Bourdieu, *op. cit.*, p. 119).

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Rappelons que Bourdieu définissait tout pouvoir usant de violence symbolique comme un « pouvoir qui parvient à imposer des significations et à les imposer comme légitimes en dissimulant les rapports de force qui sont au fondement de sa force » (dans *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Droz, 1972, p. 18).

2. *Contre-feux,* Raisons d'agir, 1998, p. 35.

3. *Contre-feux*, p. 110.

4. Se référer aussi aux livres de Serge Latouche, *Le pari de la décroissance* (Fayard, 2006), au livre brillant d'Alain de Benoist, *Demain, la décroissance. Penser l'écologie jusqu'au bout* (Edite, 2007), mais aussi livre tout récent de Vincent Cheynet, *Le choc*

de la décroissance (Seuil, 2008), trois livres qui plaident tous pour un régime sain de décroissance économique, sociale et écologique.

5. À ce sujet, Hervé Kempf renvoie aux analyses du grand sociologue américain Thorstein Veblen, aujourd'hui presque oublié, mais dont le livre intitulé, *Théorie de la classe de loisir*, datant de 1899, analyse la notion de consommation ostentatoire pour la première fois.